

**SELLAL ET LES COULISSES
DE BRUXELLES**

Bouteflika, le jour d'après

Elle aurait été membre de l'Union européenne, l'Algérie avec la nomination de Sellal comme Premier ministre serait normal, dans l'air du temps...

De notre bureau de Bruxelles
Aziouz Mokhtari

S'il n'est pas Banquier comme Mario Monti l'Italien ou soucieux, exclusivement, du remboursement de la dette ou des services de la dette comme Samaras le Grec, l'Algérien, Sellal présente, toutefois, un bon profil par les temps qui courent.

Issu de la haute Fonction publique, Sellal a occupé plusieurs postes stratégiques et a gravi les échelons un à un. Consensuel, les secteurs qu'il a eu à gérer, tant au niveau local (wilaya) ou national (ministères), n'ont pas connu d'affaires sordides. Sellal n'a pas défrayé la chronique. En cela, il constitue un gage de sérieux, de stabilité et de bonne gouvernance.

L'Union européenne, aime bien traiter avec ce genre de responsables sur sa rive sud. A la tête d'un département ministériel important, l'eau, l'hydraulique, Sellal s'en est plutôt bien sorti. Pas de scandales, pas d'affaires de contrats de «corruption», pas de passe-droits révélés dans la presse. C'était plutôt «nachfa» chez Sellal. Ce qui est un comble pour un gestionnaire de l'eau.

Pour autant, les coulisses de Bruxelles bruissent de bruits, de ballons d'essai et des sondes qui indiquent, tout de même, que l'avènement de Sellal n'est pas un non-événement. Il l'est d'autant moins que les sphères décisionnelles en Algérie semblent avoir donné une réelle feuille de route à Abdelmalek Sellal. Le premier et même le second cercles présidentiels exfiltrés du gouvernement (Zerhouni, Temmar, Barkat, Ould-Abbès), par de chefs de grands partis (Ouyahia, Belkhadem) dans l'Exécutif, pas même de grandes gueules (y en a-t-il eu sous Bouteflika), l'équipe Sellal paraît avoir été choisie pour préparer l'après-Bouteflika.

C'est 2014 et le jour d'après qui compte, selon les gorges profondes bruxelloises, avec l'intronisation de Sellal.

Bouteflika a, de toute évidence, négocié son départ et l'Exécutif Sellal apparaît comme un arrangement.

Si le tournant est bien négocié, ça serait un bon arrangement. Sellal et son équipe peuvent débloquent une situation amorphe depuis les élections législatives.

En ces temps de disette, ici comme ailleurs, mieux vaut opérer des réformes comme des grands, en commençant par le commencement, plutôt que de subir, de l'extérieur et violemment, les vents du changement qui ne sont pas toujours bons (Egypte, Tunisie, Libye, Syrie).

Sellal pourra-t-il faire éviter à l'Algérie le triste «printemps arabe» en permettant un après-Bouteflika intéressant ?

Peut-être bien que oui.

Sellal au Palais du gouvernement, Ghoul est contenu comme lièvre ou comme sérieux prétendant à la magistrature suprême ou comme Premier ministre. En restant dans l'Exécutif, au contraire de Ouyahia ou de Belkhadem, le ministre des Travaux publics semble avoir renoncé à ses ambitions démesurées. L'autoroute Est-Ouest lui suffit, présentement.

A. M.

SON PRÉDÉCESSEUR AVAIT GÉRÉ L'OPULENCE

Sellal face à l'inévitable austérité

La conduite des affaires économiques par le nouveau gouvernement Sellal sera marquée, certes, par un volontarisme de bon aloi mais aussi par de la vigilance, de la prudence.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Installé mardi dans ses nouvelles fonctions, le nouveau Premier ministre Abdelmalek Sellal a été immédiatement secondé par une équipe gouvernementale, globalement inchangée par rapport au team précédent.

Un team économique relativement remodelé

Et d'autant que les titulaires des portefeuilles économiques, Finances, Energie et Mines, Agriculture et Développement rural ainsi que le Commerce, dans l'équipe sortante ont été tous reconduits. Comme ont été reconduits à leurs postes respectifs les titulaires des portefeuilles des Transports, Travaux publics, Travail, Emploi et Sécurité sociale ainsi que la Poste et les Technologies de l'information et de la communication, élus députés en mai dernier et remplacés par des ministres intérimaires. Et cela même si l'on relève que Mohamed Benmeradi, en charge précédemment de l'Industrie, la Pme et la Promotion de l'Investissement, a été remplacé par Chérif Rahmani et se voit confier le département du Tourisme et de l'Artisanat. Comme l'on note le départ de Hamid Temmar du ministère de la Prospective et des Statistiques, un département transformé en secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre et confié à l'économiste Bachir Messaitfa. Cela même si les départements des Ressources en eau, l'Habitat et l'Urbanisme, la Pêche et les Ressources halieutiques ainsi que l'Aménagement du territoire et l'Environnement comptent de nouveaux titulaires.

Quel style Sellal ?

Au-delà de sa composition, ce nouveau gouvernement, dorénavant opérationnel, adoptera quel mode de conduite des affaires économiques ? A cette question, Abdelmalek Sellal donne des prémices de réponse en évoquant «une feuille de route pour poursuivre les tâches de développement que doit connaître l'Algérie». Et, déclinant cette feuille de route, le nouveau Premier ministre appelle à «donner un souffle nouveau à l'économie nationale», «développer nos capacités de production dans tous



Photo : Samir Sid

les domaines économiques» et «améliorer le service public et les œuvres sociales pour gagner la confiance des citoyens». Il s'agira ainsi de poursuivre la politique, assez volontariste au demeurant, mise en œuvre notamment en matière d'investissement public privilégié, création d'emplois et consolidation de la cohésion sociale.

En quête de volontarisme

Ce que le premier argentier du pays, Karim Djoudi, n'avait pas manqué de confirmer. Rassurant, il avait récemment épargné les transferts sociaux et le soutien des produits de consommation de toute coupe budgétaire, au moins à l'horizon 2013. Comme le ministre des Finances avait affirmé que le budget prévu pour l'année prochaine «va maintenir la cadence de l'investissement public», seul moteur de croissance économique et d'emplois selon Karim Djoudi. Outre le fait que le programme d'investissements en cours devrait se poursuivre et faire l'objet de consolidation. En somme, une politique de développement assez volontariste, de bon aloi.

A quelles conditions ?...

A charge cependant, et même si les indicateurs et disponibilités financiers, encore au vert, le permettent actuellement, d'amorcer une dynamique de relance économique réelle, soutenue et efficace. Ainsi, il s'agira de booster l'attractivité de l'investissement national et étranger, hors hydrocarbures s'entend, booster davantage et de manière moins velléitaire le tissu industriel et touristique,

repenser la politique de réalisation des infrastructures de base, mettre un terme à la dégradation du climat d'affaires, œuvrer à mettre à niveau les milliers de petites et moyennes entreprises... Ce qui nécessite, au-delà des mesures prévues par la prochaine loi relative aux hydrocarbures et de l'état d'avancement des projets déjà lancés, une démarche complètement proactive et continue, une vision de moyen terme et une planification efficiente.

Des défis à relever

Outre la mobilisation meilleure des ressources et des compétences, une volonté plus forte pour lancer les réformes structurelles tant attendues, développer réellement l'économie fondée sur la connaissance et poursuivre le développement et la libéralisation des technologies de l'information et de la communication... Des défis que les ministres de l'Energie et des Technologies de la Communication ainsi que les nouveaux titulaires des Ressources en eau, l'Industrie et du Tourisme, entre autres, sont justement appelés à relever, en apportant leurs compétences avérées. Et ce, au-delà des insuffisances et dysfonctionnements, marqués ici et là notamment en matière de couverture des besoins en énergie et eau, lancement et suivi des projets infrastructurels...

Des insuffisances qui requièrent des réponses et des mesures conformes aux attentes des citoyens et des standards internationaux. Outre le fait que le gouvernement devra être plus offensif en matière de résorption du chômage, notamment celui

des jeunes qui ne cesse d'augmenter. Comme il reste à déterminer les moyens à même de permettre la concréisation de ces défis.

Faire preuve de vigilance...

Pour autant, cette démarche volontariste ne sera pas aisée à adopter, Abdelmalek Sellal n'ayant pas manqué de le souligner dès son installation. Ainsi, le nouveau Premier ministre a indiqué que l'Algérie «recèle d'importantes potentialités pour faire face aux défis imposés par les développements économiques internationaux».

Néanmoins, des développements qui «n'augurent pas toujours de bon», dira le nouveau Premier ministre, appelant à «faire preuve de vigilance pour pouvoir être à la hauteur de ces défis». Ce qui signifie que le style Sellal ne pourra être que mesuré, prudent en termes d'allocation des ressources et définition des objectifs. Il s'agira, et Karim Djoudi en avait déjà défini les contours, de mettre en œuvre «une gestion beaucoup plus prudente».

De la prudence s'impose

Réfutant toute propension à la rigueur «au sens économique du terme», le ministre des Finances avait estimé que «l'important est de trouver le point d'équilibre d'une politique prudente en matière budgétaire et la nécessité de conserver la croissance économique». Et dans le contexte où l'incertitude persiste quant à la reprise de la croissance économique dans le monde et que les cours du pétrole restent assez volatiles, en hausse actuellement mais pouvant encore chuter à des niveaux moins profitables aux finances du pays (en dessous de 100-110 dollars le baril, voire au-dessous de 80 dollars).

En d'autres termes, la nécessité d'une gestion financière prudente, optimisée et plus active s'impose au nouveau gouvernement, pris en tenaille entre la nécessité de calmer le front social toujours insatiable et l'épée de Damoclès que représente l'orthodoxie financière. Et dans la mesure où la conduite protectionniste, coercitive et velléitaire, suivie pour des motivations assez légitimes par le gouvernement précédent, dirigé par Ahmed Ouyahia, n'a pas été justement probante, marquée par des errements et des faux pas. Le gouvernement Abdelmalek Sellal saura-t-il, pourra-t-il éviter ces errements ? La gouvernance économique sera-t-elle autre, meilleure ? Les questions sont posées.

C. B.